



Octobre 2019

Informers. Mobiliser pour résister. Revendiquer et reconquérir

Mobilisation de l'intersyndicale DRFiP44¹

1^{ÈRE} ÉTAPE DU CARAVANE TOUR À CARQUEFOU ET NORT SUR ERDRE



Vendredi 11 novembre, l'intersyndicale s'est déplacée à Carquefou et Nort sur Erdre pour la 1^{ère} étape de ce qui a été baptisé le « caravane -TOUR ». Leurs voitures équipées de visuels et de drapeaux, les militants ont attirés l'attention des passants en klaxonnant sur tout le trajet.

A Nort, la presse et des élus étaient au rendez-vous : la [presse locale](#) avait déjà s'était déjà faite l'écho fin septembre de l'opposition de la municipalité de Nort et des alentours

Les échanges ont été nourris et très enrichissants.

[La presse locale a relaté cette mobilisation.](#)

D'autres « tournées » sont en cours de programmation.



DÉBAT PUBLIC : L'INTERSYNDICALE REMET ÇA !

Jeudi 17 octobre aura lieu à la salle de l'amicale laïque (13 Place Ernest Breant à Châteaubriant), un débat public pour le maintien du service public. Comme cela a été fait début juillet à Ancenis.



Ancenis le 4 juillet 2019

Et si vous aussi vous faisiez l'effort d'y venir ? Et pourquoi pas accompagnés de membres de votre famille, de vos amis, de vos voisins qui sont aussi les bienvenus !

RDV à 18H30. Il est important de faire entendre les arguments de tous les citoyens, qu'ils soient agents ou pas!

1 - Intersyndicale à 4 : **FO**, Solid., CGT, CFDT.

JOURNAL NATIONAL DE LA MOBILISATION

INFOS ACTIONS

REJOIGNONS LES DÉPARTEMENTS EN RECONDUCTION !

Un peu partout sur le territoire, des agents sont dans l'action. Souvent avec l'appui d'élus locaux qui se mobilisent à leurs côtés pour défendre un service public de proximité et contrer le projet mortifère Darmanin. Pour vous en convaincre, il suffit d'aller consulter sur notre site [la page réservée à ce sujet.](#)



L'INTERSYNDICALE NATIONALE S'EST ENGAGÉE DANS UN PROCESSUS EXCEPTIONNEL AU CTR : LE DROIT D'ALERTE !

L'intersyndicale a pris la décision d'alerter le Directeur général sur *l'irresponsabilité de poursuivre ses projets de géographie revisitée, élément central d'un plan social qui détruit les missions, le service public comptable et fiscal de proximité tout en accentuant encore la dégradation des conditions de travail des personnels jusqu'à provoquer de lourdes conséquences pour leur santé physique et psychologique.* Cette fois, l'intersyndicale l'a fait sous la forme du droit d'alerte.

Droit d'alerte : l'agent signale immédiatement à l'autorité administrative toute situation de travail dont il a un motif raisonnable de penser qu'elle présente un danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé, ainsi que toute défectuosité dans les systèmes de protection.



Pourquoi l'intersyndicale a-t-elle estimé qu'il existe un danger grave et imminent ? Parce que la DGFIP a, à déplorer la survenance, depuis le début du mois de septembre, de cinq gestes désespérés.

Par contre, quel manque de respect de notre récent directeur général qui n'a pas daigné se lever quand l'intersyndicale a tenu à observer une minute de silence en mémoire des collègues qui ont mis fin à leurs jours sur leur lieu de travail !

Par contre, il n'a pas pu faire autrement lorsqu'il a été interpellé, mardi dernier, par des agents lors de sa venue à Paris-6, puisque (d'après nos collègues) il était déjà debout ne voulant plus répondre aux questions des militants. Et ce bien que, Paris ne sait toujours pas à quelle sauce le projet Darmanin sera agrémenté. Pas plus que la Corse et les DOM-TOM. Peur de quoi ? D'un embrasement ?